

Publication d'un rapport d'enquête au Nord-Mali

Crimes de guerre au Nord Mali

- [français] - Régions - Afrique - Mali -

Date de mise en ligne : mercredi 11 juillet 2012

Description :

La FIDH et son organisation membre au Mali, l'AMDH, publient ce jour un rapport d'enquête sur les crimes internationaux perpétrés dans le Nord du Mali par les groupes armés islamistes et du MNLA depuis le début de leur offensive mi-janvier 2012. La FIDH et l'AMDH s'inquiètent vivement de la poursuite des exactions au Nord du Mali qui pourraient constituer des crimes contre l'humanité et appellent la communauté internationale à intensifier ses actions pour rétablir des institutions légitimes à Bamako et accélérer la transition politique, seule façon d'être en mesure de faire cesser les crimes internationaux perpétrés en toute impunité sur les populations civiles du Nord-Mali.

Copyright © Mouvement mondial des droits humains - Tous droits réservés



La FIDH et son organisation membre au Mali, l'AMDH, publient ce jour un rapport d'enquête sur les crimes internationaux perpétrés dans le Nord du Mali par les groupes armés islamistes et du MNLA depuis le début de leur offensive mi-janvier 2012. La FIDH et l'AMDH s'inquiètent vivement de la poursuite des exactions au Nord du Mali qui pourraient constituer des crimes contre l'humanité et appellent la communauté internationale à intensifier ses actions pour rétablir des institutions légitimes à Bamako et accélérer la transition politique, seule façon d'être en mesure de faire cesser les crimes internationaux perpétrés en tout impunité sur les populations civiles du Nord-Mali.

« Ce rapport présente l'enquête et les témoignages recueillis au Nord-Mali qui démontrent que des dizaines de viols, des exécutions sommaires et des pillages systématiques ont été commis lors de la prise des grandes villes du Nord par les groupes armés » a déclaré Souhayr Belhassen, présidente de la FIDH. « Les populations civiles du Nord Mali après avoir été victimes des violences du MNLA subissent aujourd'hui l'arbitraire et les brimades des islamistes armés qui imposent l'inacceptable et détruisent des symboles de l'histoire de l'humanité » a-t-elle ajoutée.

Le rapport présente des témoignages et des informations vérifiées sur la campagne de viols perpétrée à Gao et à Tombouctou dès la prise de ces villes par les membres du MNLA. Ainsi, l'enquête a permis d'identifier environ 50 cas de viols et autres crimes sexuels contre des femmes, dont de nombreux cas de filles mineures. Les groupes islamistes eux aussi ciblent les enfants pour les recruter en tant qu'enfants-soldats. Des dizaines de cas ont été documentés par nos organisations qui s'inquiètent de la vague de recrutement menée en ce moment par Ançar Dine alors que des enfants de 12 à 15 ans seraient actuellement dans leurs camps d'entraînement à quelques kilomètres de Gao. L'enquête revient aussi sur l'exécution sommaire de 153 militaires Maliens faits prisonniers et exécutés, compris à l'arme blanche, par les rebelles touaregs et islamistes à Aguelock le 24 janvier 2012.

« Ces exactions sont des infractions graves au droit international humanitaire que nous avons analysées comme constitutives de crimes de guerre et possiblement de crimes contre l'humanité, et qui en tout état de cause relèvent de la compétence de la Cour pénale internationale » a déclaré Me Patrick Baudouin, responsable du Groupe d'action judiciaire de la FIDH.

L'AMDH et la FIDH ont recensé des dizaines d'exécutions de prisonniers de guerre, exécutions sommaires et extra-judiciaires, de viols et autres crimes sexuels, des recrutements d'enfants-soldats, de prise d'otage, des détentions arbitraires, des pillages et des destructions de biens, en particulier des biens culturels et des lieux de cultes de valeur inestimable. Toutes ces exactions ont été perpétrées au cours des quatre mois de conquête du Nord-Mali par les forces conjuguées touaregs du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), et islamistes d'Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi), Ansar Dine (Défenseur de l'islam) et du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), et dans une moindre mesure par les groupes d'auto-défense et les militaires de l'armée malienne.

« Alors que les destructions des mausolées par les islamistes ont repris à Tombouctou, le Mali n'a ni la capacité de faire cesser tous ces crimes et encore moins la capacité judiciaire de poursuivre et juger leurs auteurs » a déclaré Me Moktar Mariko, président de l'AMDH.

Alors que s'ouvre le sommet des chefs d'État de l'Union africaine (UA) à Addis Abeba, la FIDH et l'AMDH proposent une série de recommandations, au gouvernement malien de transition et à la communauté internationale pour qu'ils soutiennent activement la feuille de route de la CEDEAO visant à mettre en place au Mali, un gouvernement d'union

national et au plan international, une force africaine de sécurisation.

« Pour stopper les crimes de guerre au Nord-Mali, il faut non seulement un gouvernement plus légitime à Bamako mais aussi un soutien du reste de la communauté internationale aux États africains de la région qui tentent de trouver la solution au problème malien » a déclaré Me Sidiki Kaba, président d'honneur de la FIDH. « Sans une normalisation du régime au sud, pas de solution rapide pour le Nord. Dans cette perspective, le sommet de l'UA et l'action du Conseil de sécurité des Nations unies ces prochaines semaines seront décisives. Pendant ce temps les populations civiles du Nord sont sous l'emprise des groupes islamistes armés radicaux et rétrogrades » a-t-il ajouté.

Télécharger le rapport : [cliquez ici](#)